

*Communiqué de l'UFISC.
Appel à la Mobilisation du 14 juin 2016.*

L'UFISC et ses organisations membres militent « [Pour une autre économie de l'art et de la culture](#) ». Elle propose des politiques réinventées au travers de [la plateforme « L'Art est Public ! »](#), fondées sur les droits humains et les principes de solidarité démocratique. Elle affirme la nécessité d'inventer de nouvelles relations au travail et de nouveaux droits sociaux.

L'UFISC dénonce le projet de Loi Travail qui inverse la hiérarchie des normes et dessine les contours d'une société où la reconnaissance des droits sociaux est conditionnée par « le bon fonctionnement de l'entreprise », dans un contexte économique de concentration, de délocalisation et de maximisation des profits. Elle rejette le recours au 49.3, utilisé pour servir des enjeux politiques et des intérêts économiques contraires au progrès social, qui met en péril notre démocratie.

L'UFISC dénonce le blocage des négociations sur la convention d'assurance chômage avec des positions qui abaissent les solidarités et précarisent toujours plus les plus fragiles. Elle appelle à une mise en œuvre rapide de l'accord négocié pour les salariés intermittents du spectacle qui reprend largement les propositions du Comité de suivi sur l'intermittence.

L'UFISC dénonce toute forme de violence. Les violences sécuritaires dont sont victimes les personnes sont à l'image des violences sociales auxquelles nous sommes confrontés quotidiennement : montée des inégalités sociales, démantèlement systématique des espaces de solidarité pour les personnes réfugiées, poursuites pénales pour « délit de solidarité », stigmatisation fantasmatique d'une partie de la population en raison d'une appartenance religieuse (la plupart du temps supposée), projet de déchéance de nationalité et prolongation de l'état d'urgence...

L'UFISC dénonce les graves atteintes à la démocratie, à la dignité humaine et à la légitimité des initiatives citoyennes, consenties au nom d'un néo-libéralisme qui repose sur l'assujettissement des personnes, la limitation des libertés et le rejet de l'autre.

L'UFISC invite à prendre part à la mobilisation sociale et citoyenne pour s'opposer à ces régressions et à s'informer, s'organiser et travailler à des contre-propositions.

Parce qu'il est urgent de refonder nos politiques et notre modèle social comme une responsabilité commune et un enjeu démocratique, l'UFISC témoigne de la volonté des initiatives d'économie solidaire, porteuses d'alternatives, de participer à ce mouvement.